

<b>3 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS</b>	
<b>31 - Culture</b>	<b>53.14</b>
<b>Aides aux lieux de diffusion</b>	

## **PROGRAMME**

### **31.22 - Création et formation musicales**

## **TYPOLOGIE DES CREDITS**

**AA**

## **EXPOSE DES MOTIFS**

La Région place les structures de diffusion labellisés et structurantes et les structures de diffusion intermédiaires au cœur de son action en faveur de la musique car elles contribuent au développement et au maillage culturel des territoires, à l'élargissement des publics par l'accueil de spectacles de qualité. La région entend également, par leur biais, soutenir la production artistique régionale et le développement d'actions de sensibilisation auprès de publics spécifiques.

## **BASES LEGALES**

- Dispositif d'aide pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.
- Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.1111-4 et L.4221-1

## **DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIFFERENTS DISPOSITIFS**

### **OBJECTIFS**

L'aide régionale vise à :

- Favoriser le développement et la diffusion artistique auprès d'un large public sur l'ensemble du territoire ;
- Contribuer à corriger les déséquilibres d'accès à la culture des populations du territoire ;
- Soutenir la production artistique régionale ;
- Faire découvrir la création artistique régionale au plus grand nombre ;
- Sensibiliser les publics à la pratique artistique via notamment le développement de projets spécifiques d'actions culturelles ;
- Contribuer au développement de l'emploi artistique en région.

### **NATURE**

Subvention de fonctionnement

### **FINANCEMENT**

La dépense éligible retenue correspond à 80% du budget prévisionnel présenté par le porteur de projet (hors dotation aux amortissements et contributions volontaires en nature, considérées comme inéligibles).

Le versement des subventions s'effectuera de la manière suivante :

- Une avance de 80% sur demande préalable du bénéficiaire (courrier ou mail signé) qui devra justifier de l'engagement de son action (attestation sur l'honneur) et, le cas échéant, renvoyer la convention signée, jointe en annexe ;
- 20 % au moment du solde final, sur présentation du bilan et compte de résultat (compte administratif le cas échéant), certifiés par une personne habilitée et du rapport financier complété dans le cas d'une convention. Les lieux labellisés SMAC devront, en plus, fournir un compte-rendu qualitatif.

La subvention sera versée au prorata des dépenses effectivement réalisées au regard de la dépense subventionnable adoptée par la région.

Pour les subventions inférieures ou égales à 4 000 €, le versement sera réalisé en une fois, à la demande du bénéficiaire, de manière forfaitaire.

## **CRITERES D'ELIGIBILITE**

Les structures doivent :

- Mettre en place un projet culturel cohérent garantissant une grande qualité artistique et un encadrement professionnel ;
- Compter, au sein de l'équipe administrative, un programmateur professionnel ;
- Inscrire le projet dans une dynamique de territoire par la mise en réseau et des partenariats ;
- Contribuer au développement de la production régionale par un partage des outils et moyens financiers, techniques et administratifs ;
- Assurer une diffusion de concerts exigeants sur le plan artistique tout en contribuant à la diffusion d'œuvres d'artistes et de groupes régionaux ;
- Accompagner la découverte de nouveaux talents ;
- Contribuer à une véritable démocratisation culturelle ;
- Participer au développement de l'attractivité du territoire régional dans et hors de ses frontières.

## **PROCEDURE**

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 31 décembre N-1 pour une demande pour l'année N. Au-delà de cette date, les dossiers seront jugés irrecevables.

Des pièces justificatives, nécessaires à l'instruction, sont à renseigner sur la plateforme régionale dématérialisée accessible via le site institutionnel de la collectivité [www.bourgognefranche-comte.fr](http://www.bourgognefranche-comte.fr).

- Les établissements publics locaux devront fournir les pièces suivantes : un courrier de demande signé par une personne habilitée, un document de présentation du projet d'activité, un budget prévisionnel, le dernier bilan d'activité, un RIB et la délibération de l'établissement sollicitant l'aide régionale.
- Les associations devront fournir les pièces suivantes : un courrier de demande signé par une personne habilitée, un document de présentation du projet d'activité, un budget prévisionnel, le dernier bilan d'activité, un RIB, les 2 derniers bilans comptables, une attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation sociale et fiscale, les statuts (en cas de 1ère demande ou de modification), l'extrait du journal officiel (en cas de 1ère demande), la liste des dirigeants (membres du conseil d'administration ou du bureau), la délibération de l'association sollicitant l'aide régionale et l'assujettissement ou le non-assujettissement à la TVA.

Aucun dépôt papier ne sera pris en compte.

L'étude des dossiers est effectuée par le service culture de la Région, avec l'avis d'experts si nécessaire.

## **DECISION**

La décision d'attribution sera prise en Assemblée plénière ou Commission permanente du Conseil régional.

## **EVALUATION**

Un bilan pourra être effectué à l'issue de la réalisation du projet par les structures et les services de la région.

## **1. S.M.A.C. (Scènes de Musiques Actuelles)**

### **BENEFICIAIRES**

Les lieux de diffusion labellisés Scènes de Musiques Actuelles (S.M.A.C.) par le Ministère de la culture (ou en cours de labellisation) gérés sous forme d'établissement public local ou d'association.

### **MONTANT**

Le montant minimum de référence de l'aide régionale (sous réserve de l'atteinte des enjeux détaillés plus bas) est fixé à :

- 75 000 € pour les scènes disposant, pour leur lieu, d'un budget de fonctionnement annuel moyen sur les 3 dernières années inférieur à 1 100 000 € ;
- 100 000 € pour celles disposant, pour leur lieu, d'un budget de fonctionnement annuel moyen sur les 3 dernières années supérieur à 1 100 000 €.

Une aide complémentaire de 5 000 € peut être accordée aux S.M.A.C. qui sont situées sur le territoire d'une intercommunalité de moins de 50 000 habitants.

Le montant de l'aide est plafonné à 130 000 €.

### **CRITERES D'ELIGIBILITE COMPLEMENTAIRES**

En plus des critères d'éligibilité détaillés ci-dessus, les S.M.A.C. devront répondre à au moins deux des quatre enjeux suivants :

- Faciliter la circulation des artistes régionaux (accompagnement, programmation, résidence, actions culturelles...);
- Mettre en place des actions culturelles et des actions de médiation sur les territoires ruraux et/ou en faveur des publics spécifiques (jeune public...);
- S'engager dans une démarche partenariale avec des acteurs culturels du réseau professionnel des musiques actuelles (en lien très étroit avec la F.E.M.A. – Fédération Musiques Actuelles Bourgogne Franche-Comté) et avec des acteurs intervenant dans des non-culturels ;
- Développer l'accompagnement des pratiques.

## **2. AUTRES LIEUX**

### **BENEFICIAIRES**

Les lieux de diffusion intermédiaires structurés spécialisés dans le jazz, dans la chanson, dans les musiques actuelles amplifiées, en musiques contemporaine et création musicale ainsi que les lieux pluridisciplinaires structurés avec une diffusion musicale prépondérante.

Ces structures peuvent être administrées par des associations, des entreprises du secteur culturel, des établissements publics culturels ou des collectivités.

### **MONTANT**

L'aide est variable en fonction de l'importance de la structure, de son implantation, de la nature et de l'intérêt du projet et des actions menées pendant l'année. Le montant de la subvention est plafonné à 80 % de la dépense éligible.

L'aide financière régionale compte l'ensemble de l'activité de la structure sur l'ensemble du territoire.

---

### **TEXTES DE REFERENCES**

- Délibération n° 17AP.198 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 29 et 30 juin 2017
- Délibération n° 19AP.46 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 13 et 14 décembre 2018